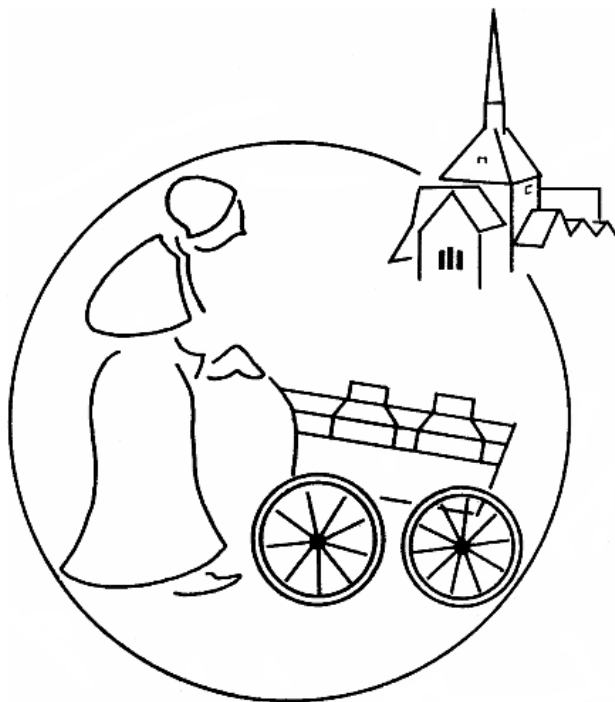


SAINT-GERVAIS



D'HIER ET D'AUTREFOIS

Avant-propos

LE CERCLE DE LOISIRS DE SAINT GERVAIS est heureux de présenter aux habitants de la Commune dont la plupart aujourd'hui sont Gervaisiens de fraîche date, cette petite histoire de leur village.

Réalisée principalement à partir des archives de la Commune et de la Paroisse, celle-ci doit énormément aux ouvrages, depuis longtemps introuvables, de l'Abbé Louis CHESNEAU:

- L'ancien pays de Saint Gervais (1915),
- La Paroisse de Saint Gervais sous l'Ancien Régime (1922),

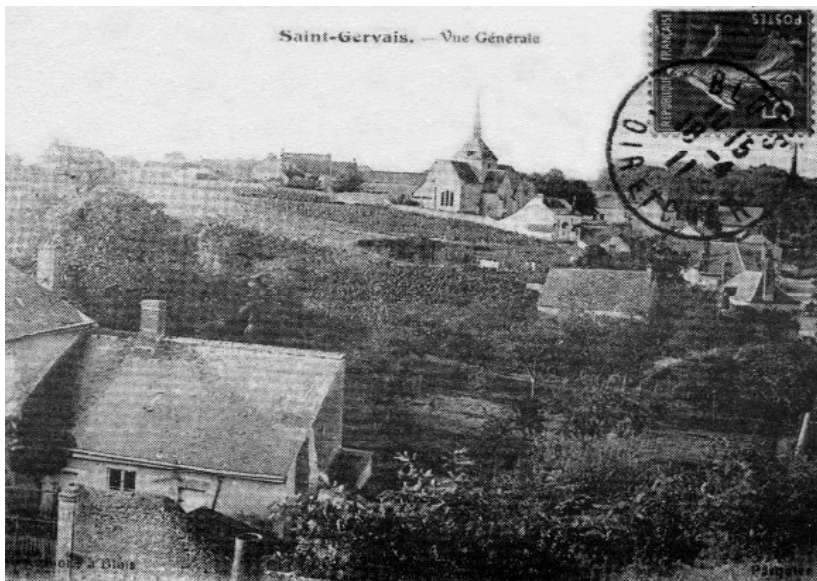
ainsi qu'au livre de M. Raoul de WARREN :

- La terre de Saint Gervais au Val de Loire (1965).

Si le texte est du signataire de ces lignes, qui en prend la pleine responsabilité, cette brochure est aussi une œuvre collective: recherches d'archives, illustrations, préparation des documents photographiques etc.... ont mis à contribution plus d'une bonne volonté et plus d'un talent. Qu'ils en soient tous remerciés, ainsi que M. le Maire et le Conseil Municipal qui ont rendu possible, grâce à leur aide financière, la publication de ce travail.

SAINT GERVAIS, DECEMBRE 1980

Georges CORDIER.



Gervais et son frère Protais, martyrisés à MILAN, furent l'objet d'une extraordinaire dévotion populaire à partir du IV^{ème} S., et de nombreuses églises furent placées sous leur patronage. Ainsi cette petite église rurale de St-Gervais près Blois, mentionnée pour la première fois dans un texte du XI^{ème} S. Un village des plus modestes entourait cette église : un relevé du XIII^{ème} S. n'y compte que quatre vingt quatre habitants !

A quand peut remonter l'existence de ce petit village? Sans doute est-il au moins aussi ancien que la voie antique qui franchissait, au sortir de Vienne, le Val du Cosson sur les ponts St Michel.

On a du mal, en voyant les pauvres vestiges qui en restent aujourd'hui, à imaginer cette longue suite d'arches inégales *"assise dans les prairies de Saint Gervais qui sont au bout du faubourg de Vienne, à la descente de la Forêt de Russy, qui sert de passage et est le grand chemin des chevaux et charrois pour venir de Guyenne, Poitou, Touraine et Sologne. Par le dit pont passent les courriers ordinaires en allant de Blois aux Montils, et à le dit pont 256 toises (= 499 m.) et, de largeur : 3 toises (= 5 m 90)"* (extrait du procès-verbal dressé après l'inondation catastrophique de 1628, qui avait gravement endommagé le pont).

Si l'existence des ponts St Michel n'est pas attestée par écrit avant 1202, il ne fait pas de doute qu'il y eut là, dès les temps les plus reculés, un ouvrage, de bois ou de pierre, pour permettre à la route le franchissement de cette zone facilement inondable et autrefois marécageuse. Au bas de l'actuel Tertre de la République, cette route se séparait en deux: l'une en direction de Bourges par Cellettes et le gué de Clénord (vestiges bien visibles de cette "voie romaine" dans la forêt, près du château de Beauregard) ; l'autre vers Chailles et les Montils, et de là, vers Tours par Madon et Candé, mais surtout vers Poitiers par Montrichard, Loches etc... la fameuse route d'Espagne ou route du Midi, celle de la poste de Paris à Bordeaux, celle des pèlerins de Compostelle. Délaissé au XVIIIème S., ce vieux "Chemin des Montils", comme on l'appelait ici, n'a guère laissé de traces dans la forêt

(le sentier des Relles).

Jusqu'au XIème S, nous ne savons pratiquement rien sur notre village. Les vingt et une haches de bronze trouvées près de la forêt, vers le bout de la rue aux Vaches (Rue Sully) en Janvier 1904, ont-elles été cachées là par un voyageur ou par un habitant des lieux? C'était, en tout cas, avant le temps des Gaulois ... Mille ans plus tard au moins, notre village a-t-il été affecté par la prise de Blois, en 491, par Clovis ? Le nom de Villemêle pourrait bien faire penser, en effet, à un établissement agricole d'époque mérovingienne. Plus tard encore, peu après le règne de Charlemagne, les Gervaisiens d'alors ont sûrement eu à souffrir des Normands, lorsque ceux-ci remontaient la Loire "*brûlant Blois, dit une vieille chronique, avec les villages "voisins* ».



C'est sur une liste de donations faites en 1034 à l'Abbaye de Pontlevoy (récemment fondée) que figure "*ecclesiam quamdam Sancti Gervasii in prospectu Blesis : une certaine église de St-Gervais en face de Blois*".

Ce n'était d'ailleurs sûrement pas l'édifice actuel, dont les parties les plus anciennes (le chœur avec son chevet plat) sont du XIIIème S.

A cette époque, XIIIème S., des Templiers veillaient probablement sur les Ponts St-Michel et la route, postés dans une maison forte dont il reste de beaux vestiges sous le château. Les archives conservées au château permettent d'ailleurs de suivre sans interruption depuis 1342 (les Templiers ayant disparu en 1312, victimes, comme chacun sait, de Philippe le Bel) l'histoire de cette maison, "la Templerie", de propriétaire en propriétaire - presque toujours des familles de la moyenne bourgeoisie de Blois.

En 1279, le Comte de Blois, Jean de Châtillon, désireux d'indemniser les manants des dommages causés aux cultures par le gibier de sa forêt de Russy, supprime la redevance pour l'usage des pâturages en forêt. Dix ans plus tard, sa fille, la Comtesse Jeanne, confirme et complète la concession. C'est la fameuse Charte sur les droits d'usage en forêt réservés aux habitants des paroisses situées "entre les deux eaux", le Cosson et le Beuvron.

Ces droits comprenaient :

1 - L'usage au bois mort : "*ils auront le bois sec, c'est à savoir le sec gisant à prendre et à enlever, et le sec "en estant" (les branches mortes non tombées) au croc et à la main, sans cognée et sans ferrement (outil de fer), la souche sèche et arracher; et auront l'épine, l'aubépine, le genêt... la bruyère, la fougère, le genièvre, la bourdaine, le houx et le fragon*".

La charte précise encore que ce bois est à utiliser uniquement "entre les deux eaux" et qu'il ne peut faire

peut faire l'objet d'aucun commerce.

2 - L'usage des pâturages en forêt.

Ces droits, strictement réglementés, ont été pour l'essentiel maintenus jusqu'à nos jours. La dernière déclaration faite par le maire de St-Gervais pour vingt cinq animaux est de 1961.

Beaucoup d'habitants de St-Gervais étaient vigneron. L'ordonnance de 1294 sur les vigneron du Comté de Blois les concernait donc. On y lit que *"les dits vigneron arrivent tard à leur besogne et en repartent trop tôt ; ils perdent chaque jour un temps infini au manger et au boire et restent assis... Ils devront donc dorénavant, sous peine d'amende, arriver au point du jour ou à peu près et ne partir qu'à soleil couchant. Ils n'auront droit de s'asseoir que deux fois ..."*



Avec le XIVème S., voici la guerre de Cent Ans. Celle-ci fut durement ressentie dans le Blésois. St-Gervais en particulier fut cruellement ravagé en 1356 par des

bandes anglaises venues de Sologne et furieuses de ne pouvoir s'emparer de Blois.

Lorsque, le 28 Avril 1429, Jeanne d'Arc sortit de Blois à la tête de sa petite armée pour gagner Orléans par la rive gauche de la Loire, elle traversa Vienne et emprunta les Ponts Chartrains, longeant ainsi St-Gervais.

Cette appellation de Pont Chartrains est d'ailleurs récente et inexacte ; on les appelait jadis Ponts Chastré (peut-être du latin CASTRA: Camp militaire). Complément des Ponts St-Michel, ils permettaient l'arrivée en Vienne de la voie antique qui venait d'Orléans par Montlivault, St-Claude, les Noëls, Vineuil. A partir du XVIème S., lorsque la "route du midi" aura été établie sur la levée construite entre St-Dyé et Blois, ils ne serviront plus qu'au trafic local.

Au temps de Jeanne d'Arc, le Comte de Blois, Charles d'Orléans, était captif en Angleterre. Pris à la bataille d'Azincourt en 1415, il ne put rentrer à Blois qu'en 1441, moyennant l'énorme rançon qu'avait réussi à réunir son "Général des finances", Louis le Fuzelier, Seigneur de l'Aubépin à St-Gervais.

La terre de l'Aubépin était un assez modeste fief, avec un petit château, dont on ignore l'origine, mais dont on suit l'histoire depuis le début du XVème S.

En 1498, Louis d'Orléans, fils et successeur de Charles d'Orléans, devient le roi Louis XII. Il accorde à cette

occasion aux habitants de Blois et des environs diverses faveurs, dont l'exemption de la taille, cet impôt, parfois très arbitraire, que devaient les roturiers.

Pendant un siècle, Blois, capitale du Royaume, connut un beau développement qui eut des répercussions à St-Gervais. Les Blésois aisés aimaient en effet y posséder une résidence secondaire, une "maison des champs" comme on disait alors, généralement complétée par un clos de vigne.

Un bel exemple (fort restauré)
de ces propriétés se voit encore
rue Auguste-Michel au N° 23



Mais le XVIème S. fut aussi, on le sait, une époque troublée. Après l'Édit de Blois contre les Protestants signé par Charles IX en 1562, des combats eurent lieu à

plusieurs reprises dans la région, notamment à St-Gervais dont l'église fut incendiée, ainsi que plusieurs maisons, en 1567. Elle sera à nouveau saccagée moins d'un siècle plus tard, en 1652, lors des troubles de la Fronde, par les troupes de Mazarin, en même temps que les maisons seront pillées et les gens victimes de toutes sortes de vexations de la part des soldats.

Les plus anciens registres paroissiaux de St-Gervais conservés aux Archives départementales datent de 1577. Grâce à ces précieux documents, on peut désormais suivre les Gervaisiens dans leur vie quotidienne. On y constate combien la vie a pu être dure parfois dans notre village, combien y était grande la mortalité infantile, combien étaient fréquentes et meurtrières les épidémies de peste, "la contagion", comme on l'appelait alors. Il y en avait eu, pour ne pas remonter plus haut, en 1516, en 1552 ; il y en aura encore en 1581, 1606, 1626, 1631, 1694 ... Celle de 1631 fit douze mille morts dans le Blésois, dont soixante cinq à St-Gervais qui ne comptait pas alors deux cents habitants ! On ne prenait plus le temps de conduire les morts à l'église, chacun enterrait les siens au plus vite et au plus près. Voilà qui donnerait quelque crédit à une tradition orale selon laquelle la Croix de Villemêle aurait été érigée sur une fosse commune après une épidémie de peste. Des ossements humains, en tout cas, ont été mis au jour en 1920 à l'occasion de l'arrachage des deux beaux acacias qui ont précédé les tilleuls actuels près de ce calvaire.

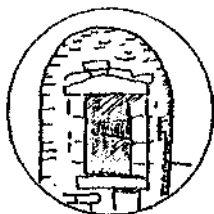
Quand ce n'était pas la peste, c'était la famine: 1603, 1630, 1651, 1662, 1716 : il est arrivé en ces années-là qu'on ramasse dans les rues du village des gens morts de faim. Dans un rapport adressé de Blois au roi Louis XIV, après la famine de 1662, on peut lire ceci: *"les enfants étaient enflés par suite des horribles nourritures auxquelles ils recouraient dévorant les ordures et suçant les os des morts"*.



Jamais sans doute le médecin blésois BERNIER n'aurait mentionné St-Gervais dans son "Histoire de Blois" publiée en 1682, si les femmes du village n'avaient eu le talent de confectionner une crème fameuse *"la meilleure du royaume"*, écrit-il, *"grâce à la fraîcheur*

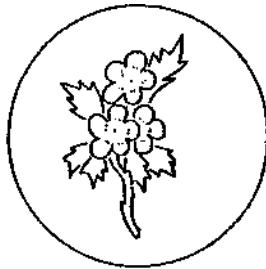
et aux autres dispositions des caves de St-Gervais. Ce bourg a même donné son nom à cet excellent: rafraîchissement dont les étrangers et ceux du pays font leurs délices en toutes saisons..."

Au XVIIIème S., Madame de Pompadour, quand elle était en son château de Ménars, s'en faisait livrer chaque jour, dit-on. Cette crème devait être une spécialité très ancienne du pays, puisque parfois, dans les baux, il était stipulé qu'une partie du paiement se ferait en potées de crème. Ainsi l'Abbaye de St-Laumer prélevait-elle sur une maison du village, au XVème S., "*une rente annuelle et perpétuelle de quatre potées de crèmes*".



L'hiver 1715-1716 fut particulièrement rigoureux et, le soir du 5 Février, la débâcle de la Loire, entièrement gelée depuis six semaines, provoqua l'effondrement du vieux pont avec ses tours, ses maisons, sa chapelle St-Fiacre : treize arches sur vingt. Les travaux pour la construction d'un nouveau pont, sous la direction de l'architecte Gabriel, commencèrent environ un an plus tard et durèrent sept ans. Pendant ce temps-là, les communications avec Blois se firent d'abord par bateau, puis, à partir de 1718, au moyen d'une passerelle en bois.

Parmi les milliers de voyageurs qui ont gravi ou dévalé, au cours des siècles, le tertre au bout des ponts St-Michel, et dont quelques uns ont dû exciter la curiosité, comme Louis XIV se rendant à la frontière d'Espagne pour son mariage en 1659, aucun ne laissa aux gens de St-Gervais un souvenir aussi durable qu'une petite fille aperçue perrière les vitres de son carrosse le 22 Février 1722. C'était la petite Infante d'Espagne, âgée de quatre ans, qu'on menait à Paris pour la fiancer au jeune Louis XV. Trois ans plus tard, le même convoi fit le chemin en sens inverse, les fiançailles ayant été rompues pour raison d'État. L'événement avait frappé les esprits et avait dû être l'objet de nombreux commentaires dans la salle de l'Auberge du "Plat d'Étain", appelée aussi de "La Croix Blanche", qui se trouvait à l'embranchement des deux routes. Et le tertre, depuis lors, fut souvent dénommé "Tertre de l'Infante" avant de devenir, beaucoup plus tard, le Tertre de la République.



En 1749 eut lieu à l'église la bénédiction de la grosse cloche. Celle-ci est la dernière œuvre d'un célèbre fondeur du Berry, Antoine PREVERAUD, lequel en effet tomba malade à St-Gervais et y mourut huit jours après la cérémonie. Sur le flanc de la cloche sont gravés le nom du Curé d'alors, André BORDIER, celui du parrain, Messire Louis DUCHENE, propriétaire de la Templerie, et celui de la Marraine, l'épouse de MAHY DUPLESSIS, dernier Seigneur de l'Aubépin.

De vieille famille orléanaise et blésoise, ce Mahy Duplessis, qui fut administrateur de l'Hôtel-dieu, posséda pendant plus de cinquante ans cette terre de l'Aubépin qu'il mit activement en valeur: réparations importantes aux bâtiments, construction d'un four à chaux, introduction . de cultures nouvelles : la luzerne, vers 1750, la pomme de terre en 1780.

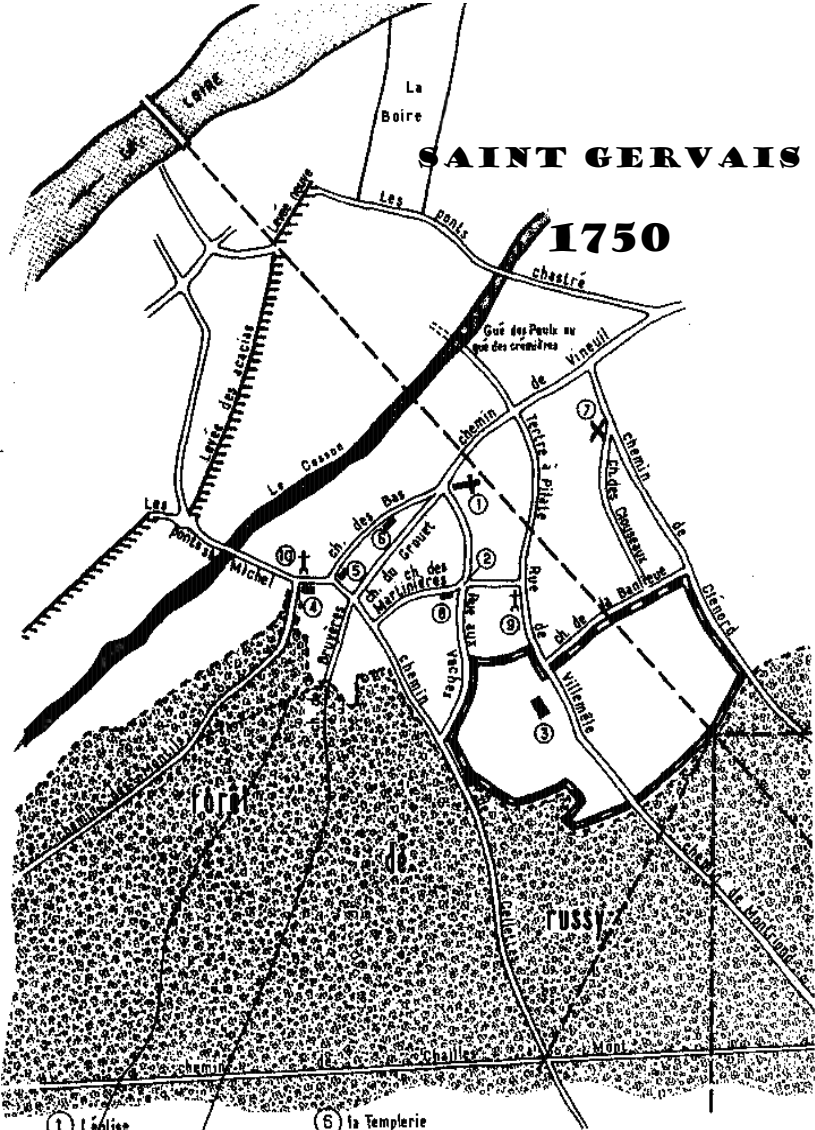
Le propriétaire précédent, héritier en 1724 d'une famille qui possédait ce fief depuis plus de cent ans, Gabriel Charles de LATTAIGNANT, était un curieux personnage. Ami de Voltaire et poète facile, il est l'auteur de la célèbre chanson "J'ai du bon tabac". Un an avant de vendre l'Aubépin, il avait renouvelé leur bail de métayers, en 1733, aux deux frères Pierre et Jacques THAUVIN. L'une des clauses du contrat était que ceux-ci devaient maintenir le colombier peuplé d'au moins vingt cinq douzaines de pigeons...



LE COLOMBIER de L'AUBEPIN
Dessin de Jean-Luc MARIER -1969-

SAINT GERVAIS

1750



- ① l'église
- ② le carroi
- ③ le château de l'abbépin
- ④ l'Auberge de la Croix Blanche
- ⑤ le Prieuré
- ⑥ la Templerie
- ⑦ moulin à vent
- ⑧ maison forestière
- ⑨ Croix de Villeméle
- ⑩ Croix de St Michel (ou croix blanche)

NB, en traits discontinus (-----)
 la route du Berry créée en 1770
 avec la patte d'oie (ex N^o 156)

forêt de Russy

Un événement considérable, qui allait bouleverser pour toujours la physionomie de notre village, se produisit en 1770 : le percement de la route de Blois à Romorantin, dans l'axe du Pont Gabriel. La terre de l'Aubépin est coupée en deux, et le carrefour de la Croix Blanche perd toute animation. Les vieux chemins et les Ponts St-Michel ne sont plus entretenus et vont très vite se dégrader. En 1802, on coupera même le pont. "*attendu qu'au moyen de la nouvelle route de Sologne, il est peu fréquenté et ne sert plus qu'aux fainéants et aux bandits*" (arrêté cité par Bergevin). Disparaîtra alors l'Auberge (transformée en ferme) qui pendant tant de siècles avait accueilli les rouliers au moment de gravir le tertre.

La répartition assez bizarre des vieilles maisons de St-Gervais, à l'écart de la route nationale, trouve là son explication; le village s'étirait autrefois sur la ligne sinueuse qui allait des ponts St-Michel à l'Aubépin par l'église, le "Carroir" et la rue de Villemêle, ainsi que sur le chemin de Vineuil.



Attardons-nous quelques instants à évoquer la vie dans ce très vieux St-Gervais, au temps des Rois. En parcourant les livres de l'Abbé Chesneau, qui avait longuement compulsé aussi bien les archives des notaires que les

registres paroissiaux, on trouve d'abord beaucoup de patronymes qui sont encore très répandus dans la commune ou dans les environs. Si la vie, nous l'avons vu, est souvent difficile, avec une mortalité infantile telle que, malgré des naissances nombreuses, le chiffre de la population n'arrive à dépasser deux cents que dans la seconde moitié du XVIIIème S., le village toutefois ne donne pas l'impression de la misère.

La plupart des gens sont vigneron ou laboureur. Il y a, bien sûr, des bûcherons et des gardes forestiers; divers artisans: maréchal-ferrant, tonnelier, cordonnier, plusieurs couturières, d'assez nombreux voituriers, une sage-femme qui, le jour de son entrée en fonction, prête serment sur l'Évangile au cours de la Grand-Messe: *"je m'engage à recourir, dans les périls éminents, au conseil et à l'aide des médecins et des autres femmes expérimentées dans cette fonction ..."*.

Car l'église était au centre de la vie communautaire: le Curé, assisté des marguilliers élus par l'ensemble des paroissiens, avait à gérer les quelques arpents de terre ou' de vigne dont le revenu servait à alimenter une caisse de secours aux indigents, ainsi qu'à rétribuer le fossoyeur et le maître d'école.

Sous la galerie qui protégeait la porte de l'église (et qu'on voit sur une vieille aquarelle conservée au château) se faisait la lecture des avis officiels et même l'annonce des ventes.



C'est sous cette galerie que, le dimanche 1er Mars 1789, les hommes de St-Gervais rédigèrent le cahier de doléances en vue de la réunion prochaine des Etats Généraux. C'est un document assez bref et très peu original; les revendications concernent, comme partout, une baisse du prix du sel et un réaménagement plus équitable et plus simple des divers types d'impôts. A cela s'ajoutent quelques observations sur les difficultés particulières de cette année-là: terres du Val ensablées à la suite d'inondations, vignes gelées, pain cher.

On choisit ensuite deux délégués à l'Assemblée bailliagère du 9 Mars chargée d'élire les quatre députés du Tiers-État blésois aux États-Généraux convoqués pour le 16 Mars.

Ces deux délégués sont François CORDELET, chauffournier puis fermier à l'Aubépin, et Pierre FOUILLOUX, âgé de trente six ans, percepteur de la contribution foncière et second chantre à l'église, et qui sera bientôt le premier maire de St-Gervais.

L'année suivante, le 14 Juillet 1790, c'est sur le territoire de notre commune, dans une clairière, de la forêt de Russy, au lieu-dit le " Parc Gency "(près de la Patte d'Oie) que fut célébrée, par les autorités du tout neuf département de Loir-et-Cher, la fête de la Fédération. On avait dressé là un " autel de la patrie "; et le maire de Blois, entouré de ceux de Vineuil et de St-Gervais, prononça un discours analogue à la circonstance ". Après quoi, tandis que la troupe présentait les armes (Maréchaussée, Gardes Nationaux du département et un détachement de cavaliers du Royal Cravate) les officiers prêtèrent serment de rester fidèles " *à la Nation, à la Loi, au Roi, à la Constitution* ". A l'issue de la cérémonie, les quinze ou vingt mille assistants envahirent les buvettes installées sous des tentes.

Mais la période qui s'ouvrait n'allait pas compter que des heures glorieuses. En 1791, pour n'avoir pas prêté sans restriction le serment exigé par la Constitution civile du Clergé, l'Abbé LORNET, curé de St-Gervais depuis 1772, souffrant de nombreuses infirmités et même quasiment aveugle, est destitué, ainsi que son vicaire, sous la pression de la " Société des Amis de la Constitution ". Après de multiples tracasseries, l'Abbé Lornet mourut d'ailleurs en prison, à Blois, en 1795.

Son successeur, François PORCHER, fut un curé tout à fait constitutionnel qui exerça également la charge "d'agent national de la Commune de St-Gervais", c'est-à-dire d'officier d'État-Civil. Mais dès 1794 il quittait

à son tour la paroisse, où le culte était suspendu et l'église saccagée. Les deux statues de bois représentant, selon une tradition constante, St-Gervais et St-Vincent, et qui se trouvent actuellement de part et d'autre de la porte, auraient alors été sauvées grâce à un conseiller, Louis MESTIVIER, qui les aurait réclamées pour chauffer son four, et cachées. Il fallut attendre 1799 pour obtenir le rétablissement du culte à St-Gervais. Entre temps, le Directoire de Blois confisquait le presbytère, malgré les protestations de la Municipalité qui voulait en avoir la jouissance, et le vendait à un particulier.

La même année 1794, St-Gervais, comme toutes les communes portant des noms de Saints, perdit son nom et se vit attribuer celui de "Bonne-Crème". Appellation ridicule, mais hommage d'un fonctionnaire du Département à cette antique spécialité du pays. Dès le 13 Mai 1795, d'ailleurs, il était enjoint " *à toutes les communes qui avaient substitué à leur propre nom quelques unes de ces dénominations inventées par le terrorisme* " de reprendre sur le champ le nom " *sous lequel elles avaient été de tout temps connues* ".

En janvier 1800 succède comme maire à Pierre Fouilloux, un Claude FOUILLOUX (neveu? cousin?) qui avait déjà succédé à l'abbé Porcher comme "agent national". Le Secrétaire de l'Administration du Canton de Cellettes avait écrit de lui que c'était un "*citoyen aisé, propriétaire, aimant beaucoup le travail et dans les principes de*

la Révolution ". De fait, Claude Fouilloux s'était montré dès le début un activiste assez zélé, notamment contre l'Abbé Lornet. Mais il ne fut pas longtemps maire de St-Gervais. Jusqu'au 20 Décembre 1803 seulement.



"Commune sans étendue, ni population, sans presbytère... l'état des chemins y est déplorable "... Autant de raisons alléguées pour justifier, en effet, l'arrêté ministériel du 28 Frimaire An XII (20 Décembre 1803) qui supprime St-Gervais d'un trait de plume et rattache à Blois son territoire. C'est en vain que protestèrent les habitants qui craignaient une augmentation des impôts et aussi *"que la nécessité de se rendre en Vienne ne donnât à la jeunesse les habitudes de la ville et l'usage des cabarets et des cafés "*.

Mais *"il importait alors... que la population de Blois s'élevât au moins à quinze mille âmes. Cela se rattachait à la fixation des traitements de certains fonctionnaires (à commencer par le Préfet), aux tarifs des octrois, etc.."* (Bergevin, délibération du C.M. de St-Gervais du 17/1/1864).

Toutes les archives furent transférées à Blois. La paroisse est supprimée, le cimetière autour de l'église est désaffecté: on enterre désormais en Vienne. L'église va servir, en 1805, à loger quelques-uns des sept cents prisonniers de guerre russes que doit héberger la ville de Blois. En 1815, après Waterloo, c'est une occupation prussienne de plusieurs mois qu'il faut subir: quatre cents hommes et deux cent trente chevaux sont cantonnés dans notre village.

Un ancien notaire de Blois, Louis Athanase BERGEVIN, avait hérité, en 1790, de la Templerie (5ha) et acheté, en 1801, l'Aubépin (96 ha), devenant ainsi le plus important propriétaire du village. Après beaucoup d'autres acquisitions il laissa même à sa mort, en 1832, une terre totalisant 198 ha. Son très actif régisseur était ... Claude Fouilloux. Membre du Conseil Municipal de Blois depuis sa création jusqu'en 1831, Bergevin fut aussi maire de cette ville de 1803 à 1806. Il est l'auteur de l'importante "Histoire de Blois" publiée par son fils en 1846. Une famille qui allait tenir une place importante dans l'histoire de St-Gervais s'était donc installée dans le village à peu près en même temps que la Commune disparaissait.

La vie paroissiale, cependant, reprenait peu à peu. En 1814 l'église était rendue au culte, rattachée à la paroisse St-Nicolas de Blois, mais desservie par le clergé de Vienne. En 1825, l'abbé GARAPIN, nommé vicaire de Vienne (où il réside) et curé de St-Gervais, reconstitue un Conseil de Fabrique. Celui-ci fait dresser un devis des plus urgentes réparations à faire à l'église laissée à l'abandon depuis trente ans: la note est envoyée par le Préfet au maire de Blois.

Du coup la municipalité de Blois, dans une délibération du 7 Janvier 1826, réclame formellement " *la distraction de cette commune de celle de Blois, comme étant sous plusieurs rapports onéreuse à cette dernière*". Et, le 13 Mars 1828, une ordonnance du roi Charles X rétablit St-Gervais en Commune.



ENVIRONS DE BLOIS. — Berger et son Troupeau sur la Route de Saint-Gervais. - L.L.

Les motifs du rattachement avaient-ils disparu en haut lieu? Les chemins de St-Gervais, en tout cas, après " 24 ans, 4 mois, 14 jours " ne sont pas en meilleur état, l'église a besoin de réparations et la commune ne possède ni mairie, ni presbytère, ni cimetière. Et Blois est incapable de lui restituer ses archives : disparues !

Si bien qu'un contentieux assez confus va opposer les deux municipalités pendant plusieurs années : il porte sur diverses indemnisations vainement réclamées à la Ville de Blois et, surtout, sur les limites mêmes des deux communes. St-Gervais ayant toujours été de peu d'étendue (actuellement 897 ha, dont 494 de forêt domaniale), la moindre amputation de son territoire y était insupportable. Les limites fixées par l'arrêté du 13 Mars 1828 étaient le Cosson (des Ponts St-Michel à la route du Berry) et le chemin du moulin de Fouleraie (de la route aux Ponts Chartrains). Or, avant 1803, les limites de St-Gervais étaient beaucoup plus proches de Vienne : levée des Prés Carrés et levée Neuve (ou levée des Pingres). A défaut d'autres preuves écrites (par exemple les états de sections) qui restaient introuvables, le maire de St-Gervais pouvait du moins appuyer sa réclamation sur un procès-verbal de délimitation dressé en 1802. Finalement, St-Gervais accepta le compromis suivant, sanctionné par une ordonnance royale du 19 Octobre 1835 : entre les deux communes les limites sont :

- le Cosson (des Ponts St-Michel à la route du Berry)
- la route du Berry (du pont de St-Gervais à la levée Neuve)
- la levée Neuve.



Entre temps la vie municipale a repris dans notre village. Le Conseil nommé par le Préfet et installé le dimanche 4 Mai 1828 " à l'issue de la messe ", s'occupe sans tarder d'acquérir un terrain pour créer un cimetière. C'est chose faite en Septembre 1832, grâce à une souscription ouverte parmi la population. Au milieu de ce nouveau cimetière on érigea une croix sur le piédestal, retailé à cette occasion, de la croix du vieux cimetière qui entourait l'église avant la Révolution. Autre décision prioritaire du Conseil municipal : l'institution d'une Assemblée d'été le dimanche qui

précède la St-Gervais (19 Juin), tout en maintenant celle du lundi de Pâques, qui était "*d'une très haute antiquité*". Ces assemblées se tenaient sur " la place du bourg" et " le pâtis ", au coude du chemin menant de la route du Berry à l'église (l'actuelle Rue Bergevin). C'est à peu près l'emplacement choisi par l'Éveil, depuis plusieurs années, pour son Assemblée des oeufs durs.

Mais la rue du Château n'existait pas alors (pas plus que le château lui-même). Existait en revanche un " Chemin des Bas" qui rejoignait" l'ancien chemin de Cellettes" dans le Tertre de l'Infante, non loin du Prieuré, en passant le long de la Templerie. Il séparait donc la maison des terres qui s'étendaient en face de celle-ci, en regardant Blois, si bien que Bergevin obtint, le 5 Novembre 1832, l'autorisation de la Commune d'établir un pont-levis par-dessus ce chemin.

Le même 5 Novembre 1832, était dressée la liste des 18 Chemins vicinaux d'exploitation sur le territoire de la Commune :

- | | |
|---|-------------------|
| 1- de la route à Vineuil, jusqu'au chemin de Clénord par les Belleres. | largeur
6,00 m |
| 2- ancien chemin de Clénord, des prés à la forêt (limite avec Vineuil). | 3,33 m |
| 3- des Closeaux, du Moulin à Vent aux murs du parc de l'Aubépin. | 3,00 m |
| 4- la Haute Rue, du chemin de Vineuil | |

5-de la Banlieue, du chemin de Clénord à la rue de Villemêle.	4,00 m
6-rue de l'Église, de la route à la place du pâtis.	7,33 m
7-des Bas, du pâtis à l'ancien chemin de Cellettes.	4,00 m
8-du Grouet, du pâtis à l'ancien chemin de Cellettes en passant au midi du jardin de Monsieur Bergevin.	4,33 m
9- rue du Bourg, de l'église au carroir.	1,00 m
10-des Martinières, du carroir à l'ancien chemin de Cellettes(est-ouest).	4,00 m
11-rue aux Vaches, du carroir à l'ancien chemin de Cellettes(nord-sud).	4,66 m
12-ancien chemin de Cellettes, des ponts St-Michel au parc de l'Aubépin (entre le climat du Charbonnier et celui de la Mardelle)	9,66 m
13- de l'Église, du carroir à la Croix des Sablons.	5,66 m
14- des Sablons, de la Croix à la route.	5,00 m
15-rué de Villemêle, de la Croix à la forêt.	6,66 m
16-du Cimetière, du bourg à la route en passant devant la porte du cimetière.	3,66 m
17-des Bruères, de l'ancien chemin de Cellettes à la forêt, entre les grandes et les petites Bruères.	3,66 m
18-l'ancienne route du Midi, de la maison de Monsieur LEGROS, la Croix, à la forêt (déclassé).	10,00m

Le Chemin vicinal de St-Gervais à Chailles (dont une partie est devenue l'actuelle rue du Château) date de 1842. "*Établi au pied du coteau et sur un terrain placé au dessus des plus hautes eaux*", il était destiné à assurer une liaison entre la route de Blois à Châteauroux et celle de Blois à Montrichard, quand la liaison normale était interrompue par une crue de la Loire. Une partie du terrain nécessaire à l'établissement de ce chemin fut cédée par Bergevin en échange du chemin des Bas, qui disparut presque entièrement à cette occasion. Le chemin de St-Gervais à Chailles remplit pleinement son office lors des grandes crues de 1846 et 1856. Le reste du temps, son importance était nulle, "*à peine parcouru par les habitants des deux communes, est-il constaté en 1853, qui ne l'entretiennent même pas*".

Un autre chemin que la commune refusait d'entretenir était celui des Ponts Chartrains : "*ce chemin n'est d'aucune utilité pour la commune, puisqu'elle n'y passe jamais*", est-il écrit à la date du 12 juin 1856 dans le registre des délibérations du Conseil Municipal. En parcourant ces registres, on constate d'ailleurs que les chemins sont le grand souci de nos édiles, surtout jusqu'en 1870. Sans cesse on déplore leur mauvais état, chaque année il faut fixer des journées de prestation en nature et voter des centimes supplémentaires. Pas question, bien entendu, de dépenses inutiles. Ainsi le Conseil s'oppose-t-il, en 1858, à une proposition de l'agent voyer de porter la rue de Villemêle à 8 m,

"vu qu'il trouve sa largeur suffisante pour la circulation des voitures et même pour tourner".

Réparation et entretien de certains chemins sont aussi l'occasion de nombreux désaccords avec l'Administration des Eaux et Forêts. C'est le cas, notamment, du chemin du Grouet (actuelle rue Robert-Houdin). Dès 1828 la commune se plaint d'en supporter seule l'entretien. En 1854, la situation devient intolérable : *"un mois à peine après réfection coûteuse par la commune, il est détérioré par les charrois des exploitants forestiers Sur ce chemin il n'est pas passé une seule voiture appartenant aux habitants de la commune, tandis que les extractions de bois de la forêt de Russy ont été énormes ; il passait chaque jour de soixante à quatre-vingt charrettes lourdement chargées de traverses pour les chemins de fer, de bois de charpente pour la marine et de bois de chauffage. Ce chemin sert de débouché à plus de la moitié de la forêt de Russy".*

En 1849, c'était à propos du chemin de Seur que le Conseil avait été amené à formuler les remarques suivantes, qui nous aident à imaginer la vie dans notre village en ces temps lointains : *"chaque jour trente charrettes au moins chargées de plus de 1500 Kg passent sur ce chemin"* alors que les habitants de St-Gervais *"y passent rarement avec des charrettes, et encore celles-ci sont-elles légères puisqu'elles sont tirées par des ânes La commune est pauvre et n'a pas pu pour cette raison avoir aucun des établissements de première nécessité qui lui manquent,*

car jusqu'à présent elle n'a pu acquérir ni Maison commune, ni Presbytère, ni Maison d'École - Serait-il donc juste de la forcer d'employer une forte somme pour les réparations d'un chemin qui lui est peu utile ?".

Toujours à l'occasion d'un différend avec l'Administration forestière, portant cette fois sur un terrain situé "au lieu du Charbonnier, entre des propriétés particulières et l'ancien chemin de Blois à Cellettes" voici, enfin, un renseignement curieux sur la construction des maisons du village : "toujours les habitants de St-Gervais ont joui de ce terrain en y prenant de la terre pour la construction et la réparation de leurs habitations. Ce fait est si vrai que les trois-quarts des maisons de la commune sont bâties de terre de ce terrain" (août 1832)".

Cependant le principal conflit avec l'administration forestière concerne les droits d'usage en forêt de Russy. Conçus, comme nous l'avons vu, par les Comtes de Blois au XIII^{ème} S., ces droits avaient été confirmés à diverses reprises par les Rois de France - en particulier par Louis XIV, en 1668, dans le "Règlement sur la réformation générale des Eaux et Forêts du ci-devant Comte de Blois" - et par un arrêté du 24 Floréal An VII, sous le Directoire.

Remis en question par l'État, ces droits donneront lieu à un long procès qui, engagé en 1835 par les Communes riveraines de la forêt, s'achèvera en 1849 devant la Cour de Poitiers par une demi-défaite de ces Communes, lesquelles auront néanmoins réussi à sauver l'essentiel :

le droit au pâturage et le droit au bois mort à ramasser. C'est ainsi qu'en 1903 on verra le Préfet demander au Conseil municipal de St-Gervais s'il consent "*à ce que ces habitants indigents du faubourg de vienne soient autorisés à ramasser du bois dans la forêt de Russy, droit qui appartient exclusivement aux personnes domiciliées entre le Beuvron et le Cosson aux termes d'une ordonnance de Jean de Châtillon de mars 1279*". Ce à quoi le conseil consentit volontiers.



Mais revenons aux premières années de notre commune restaurée.

En 1827, à la veille de son rétablissement, on y dénombre 419 habitants, répartis en 110 feux. En 1789 on en comptait 278, répartis en 76 feux. En l'espace d'une quarantaine d'années, le village a donc un peu progressé en nombre d'habitants ainsi qu'en nombre de maisons. On y trouve en outre "*un grand nombre de maisons bourgeoises*" habitées pendant six mois de l'année par douze familles.

Au recensement de 1836, on constate un léger fléchissement : 388 habitants. Mais la progression reprendra ensuite, lente mais régulière: 416 en 1841, 480 en 1846, 503 en 1851)

Parmi les habitants recensés en 1836, il y avait un cantonnier, un garde-champêtre, un pâtre, un garde forestier, un bûcheron, un sabotier, un menuisier, un maçon, un ouvrier, un commis, un percepteur, un propriétaire, deux retraités, deux tuiliers, deux cultivateurs, deux crémières, trois tonneliers, trois débitants, quatre jardiniers, quatre couturières, sept journaliers, sept rentiers, quatorze domestiques et cent huit vigneron !

C'est que la culture de la vigne, comme avant la Révolution, tient toujours la première place à St-Gervais : *"tous les gens étaient vignerons : un peu de terre, un peu de vigne, deux vaches "*

Pendant longtemps fut fixé par le maire et annoncé "à son de caisse" le ban de vendange. En 1833, par exemple, la vendange pour les auvernats rouges fut autorisée à partir du 23 Septembre et celle pour les blancs et les gascons à partir du 27. Et le garde Champêtre devait veiller à ce que personne ne commence à vendanger avant la date ni ne "*grappe*" avant que la vendange ne fût terminée partout.

On accolait les sarments aux échelas de chêne, les "charniers", et l'on piochait avec la tranche, le Salomon, le crouet à trois dents.

A la veille de sa destruction par le phylloxera, le vignoble de St-Gervais produisait annuellement environ 2500 hl *"dont une faible partie seulement est consommée*

sur place" est-il précisé dans une délibération du Conseil de 1885 ! Certaines caves étaient cependant bien garnies : les occupants prussiens n'ont-ils pas, en janvier 1871, vidé celle de l'adjoint au maire: 40 pièces et 3500 bouteilles ?



Beaucoup plus discrète que celle des vigneronns, dans la liste citée plus haut, est la présence des crémères : deux seulement. En fait, tout le monde avait sa vache, et le pâtre qui figure aussi sur la liste était celui qui menait pâtre en forêt les bêtes réunies en un troupeau commun. Il lui arrivait d'être négligent, et la municipalité, lasse de payer des amendes, le révoquait parfois. Ce fut le cas en 1850 : *"le sieur Marcelet s'étant fait faire un procès pour avoir conduit les vaches dans des taillis de semis"*, celui-ci fut immédiatement remercié et remplacé par *"le sieur Blin, homme sage, tranquille et d'une bonne moralité"*.

Le lait ne manquant pas, ni les caves profondes sous les plus anciennes maisons du village, la tradition de la crème était donc certainement maintenue par plus de femmes que les deux crémères officiellement recensées.

En tout cas, comme le prouve la prose délirante de Touchard-Lafosse, dans son Guide du Val de Loire publié à Tours en 1841, St-Gervais devait toujours sa célébrité non à son vin, mais à *"sa crème délicieuse, qui manque à la somptuosité des tables de notre capitale, comme Molière manquait à la gloire de l'Académie Française. Jusqu'à ce jour, ce n'est qu'à Blois et dans un cercle très resserré qu'on a pu savourer sans altération ce mets délicat"*.

Et il espère que *"le chemin de fer dont la ville de Blois doit être favorisée prochainement résoudra, à la grande liesse des gastronomes parisiens, le problème encore insoluble de son transport "*



Cependant, à St-Gervais, crème et bon vin ne sont pas au menu de tout le monde. En octobre 1829, par exemple, le maire ouvre une souscription pour l'achat de pommes de terre *"en faveur de la classe indigente"*. Un quart de siècle plus tard, en 1853, il en est encore de même : le maire et l'adjoint en personne font, de maison en maison, une quête destinée à des achats de pain pour les pauvres. En février 1847, le nombre de ceux-ci était estimé à une bonne trentaine. Incité par une circulaire préfectorale provoquée par la cherté des grains

cet hiver-là, le Conseil, avec les plus imposés de la commune, votait 150 Fr. pour la Caisse du bureau de charité, mais refusait d'ouvrir un atelier pour procurer de l'ouvrage aux indigents "*attendu que les personnes à secourir ne se composent que de petits enfants et de personnes infirmes et que, d'un autre côté, chacun se procure assez facilement de l'ouvrage*". Pourtant, dès le mois suivant, était ouverte une souscription volontaire afin de financer des chantiers communaux "*pour procurer du travail à la classe pauvre*".



Une calamité naturelle, parfois, rendait la vie plus difficile à l'ensemble des Gervaisiens, pauvres ou non un hiver rigoureux (en 1829, la Loire fut entièrement gelée, pendant plus d'un mois) ; une épidémie de choléra, en 1832 et surtout en 1849 (des religieuses et un médecin furent mis gratuitement au service de la population pendant plusieurs semaines) ; une crue de la Loire inondant toutes les terres du Val et détruisant les

récoltes.

Celle du 22 Octobre 1846 rompit la levée des Pingres, détruisit le pont sur le Cosson et inonda 600 maisons de Vienne et du bas de St-Gervais. Plus terrible encore fut celle du 4 Juin 1856 : le Val fut, pendant plusieurs jours, sous plus d' 1,50 m d'eau, comme l'atteste encore l'inscription gravée au mur de la maison dite autrefois de la Conanderie, à l'angle de la route de Vineuil et de la rue des Courtines. Celle de 1866, survenue le 28 Septembre, détruisit notamment la récolte de chanvre.

Cette culture était fort importante au siècle dernier à St-Gervais, "*la principale industrie du pays*" écrivait même le maire en 1864. On faisait rouir le chanvre dans le routoir communal aménagé dans les fosses situées en aval des Ponts St-Michel. Et dans plus d'une maison du village les veillées d'hiver étaient rythmées par le battement de l'appareil à broyer les tiges, la "braye". Si les écheveaux de filasse, les "couettes", étaient pour la plupart livrés aux corderies de Blois, prospères au temps de la marine de Loire, jusque vers 1850, il y eut cependant à certains moments des cordiers, on disait aussi filetoupiers, à St-Gervais, comme ce "père Miet", qui habitait l' actuelle maison de M. Dérue et travaillait, avec son aide placé cent cinquante mètres plus loin, sur le sentier rectiligne qui partait d'entre les maisons n°34 et 36 rue Auguste Michel jusqu'à l'école. L'école actuelle, bien sûr, non celle d'alors.

Saint-Gervais, après la Révolution, fut d'ailleurs longtemps sans école. On a pu remarquer, en effet, dans la liste des professions de 1836, l'absence d'un instituteur.

Répondant à une enquête préfectorale, en 1832, le Conseil Municipal déclarait que la commune n'avait pas les moyens ni d'avoir une école, ni de payer un maître, mais qu' "*une certaine Anne-Marie Verdier, femme Meunier, ni brevetée, ni autorisée*", tenait "*une école individuelle et particulière pour les petits enfants de cinq à six ans au plus*". Il concluait en se déclarant satisfait d'elle "*parce qu'elle garde les petits enfants et qu'elle leur donne un commencement pour la lecture seulement*".

Mais des habitants se plaignent et voudraient une véritable école à St-Gervais, si bien qu'en 1842 il est question d'acquérir une maison pour cela. En 1844 se présente un ancien instituteur qui se retire à St-Gervais, Monsieur BADAIRE, et offre d'accueillir les enfants dans une salle de sa propre maison. Non sans hésitation, le conseil accepte et lui versera un traitement annuel de 200 Fr., plus 40 Fr. d'indemnité pour la salle. A titre de comparaison, on payait alors le garde-champêtre 75 Fr., le secrétaire de mairie et le tambour 15 Fr. chacun.

En 1849, on est à nouveau à la recherche d'une maison, le nouvel instituteur n'ayant pas, lui, de local personnel. On loue une première maison, puis une autre

en 1852 *"tout à fait bien située au centre du pays et très convenable à cet usage"*. On finira même par l'acquérir en 1865 : c'est l'ancienne poste, devenue le lieu des réunions des Vieux de France et des répétitions de l'Églantine.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, de voir que nombre de jeunes gens recensés pour le service militaire, dans ces années-là, ne sachent ni lire, ni écrire. Sur la période 1849-1855 on en compte même la moitié dans ce cas : douze sur vingt-quatre, Il arrive même aussi que tel ou tel conseiller municipal soit incapable de signer.



Autre renseignement du recensement de 1836: St-Gervais comptait alors trois débits de boisson. Un curieux arrêté pris par le maire à leur sujet en Avril 1835 mérite d'être largement reproduit, pour l'image qu'il nous donne du St-Gervais rural et laborieux d'aujourd'hui: Le maire *"considérant que les habitants du bourg de St-Gervais sont tous cultivateurs, que leurs occupations les*

empêchent de fréquenter les cabarets, billards et cafés, et que leur fatigue exige qu'ils se couchent de bonne heure surtout en été ; considérant que les cabarets, billards et cafés ne sont fréquentés que par des étrangers qui peuvent occasionner du tapage qu'il ne serait pas facile de réprimer s'il survenait à une heure avancée, en ce que les habitants se livrent au sommeil de très bonne heure,

arrête : Les cabarets, billards et cafés qui se trouvent dans la commune de St-Gervais ne pourront être ouverts qu'une heure avant le lever du soleil et devront être fermés à 9 heures précises du soir en tout temps et saison".

Un autre arrêté de la même époque (Juin 1830) complètera le tableau : le maire "*vu les plaintes qui lui ont été faites par plusieurs habitants de la commune ; considérant que depuis plusieurs années plusieurs personnes ont péri dans la rivière du Cosson près du pont de St-Gervais, considérant d'ailleurs que la décence et la morale publique ne permet pas de laisser comme par le passé les baigneurs s'approcher trop près de la route; considérant que la sûreté des citoyens et la conservation des moeurs sont confiés à sa surveillance, arrête : il est défendu à toutes personnes de se baigner dans la rivière du Cosson des deux côtés du pont de la commune de St-Gervais à une distance de 150 m. de chaque côté du dit pont"*



En mentionnant parmi les habitants de la commune un propriétaire, le recensement de 1836 désignait à coup sûr le propriétaire par excellence de St-Gervais, qui possédait à la fois l'Aubépin et la Templerie, Louis Catherine BERGEVIN, fils de Louis Athanase décédé en 1832. Président du Tribunal Civil de Blois, président du Conseil Général de Loir-et-Cher, député de Blois, celui-ci allait agrandir considérablement, en plusieurs étapes, la vieille demeure de la Templerie (on y employa notamment les pierres du château de l'Aubépin, démoli à cette occasion) et en faire le Château de St-Gervais.

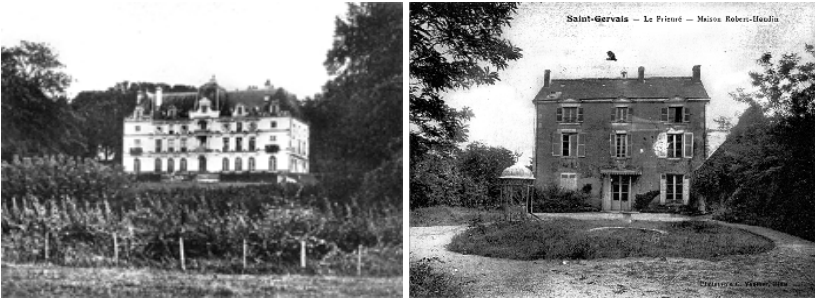
Pour son inauguration, en 1847, toute la jeunesse du pays fut invitée à un grand bal. Mais, en 1848, des émeutiers venus de Blois mirent à sac et incendièrent en partie ce tout neuf château qui possédait heureusement une bonne cave.... ce qui le sauva !

L'année 1848, marquée dans la capitale par la Révolution de Février et par les sanglants affrontements de Juin, fut à St-Gervais une année assez trouble. Le maire est révoqué par le nouveau Préfet en février, et un pénible conflit l'oppose ensuite au Conseil municipal à propos des deniers publics. Son successeur sera lui-même bientôt remplacé après les élections de fin juillet, mais il aura eu le temps de destituer le garde-champêtre qui *"avait par ses propos occasionné des malentendus fâcheux entre le capitaine de la Garde Nationale et l'autorité administrative de la commune"*. Et le maire d'ajouter qu'une telle conduite était *"loin d'être convenable, dans l'état de désunion où se trouve en ce moment la commune"*.

La Garde Nationale, avec son capitaine et son sergent-major, était une unité armée (et dotée d'un tambour) formée d'hommes de la commune, qui veillait, en ce temps-là, à la sécurité publique. En 1832, par exemple, alors que couraient des rumeurs d'incendies et d'empoisonnements, elle avait reçu du maire de St-Gervais la mission de faire circuler sur tout le territoire de la commune des patrouilles de trois hommes chaque nuit, de 8 h. du soir à 4 h. du matin.

Pour en revenir à 1848, le dimanche 10 juillet fut

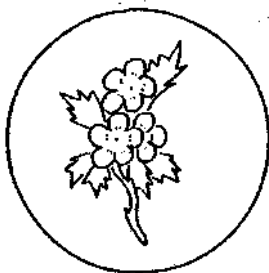
célébré à l'église, en présence des autorités municipales, un service funèbre pour les victimes des journées de Juin à Paris. On célébra aussi, cette année-là, une fête pour la plantation d'un arbre de la Liberté. Où et quand ? Le souvenir s'en est perdu, mais la dépense, pour la commune, s'est élevée à 30,75 Fr. ! Notons que c'est depuis cette époque, semble-t-il, que l'appellation "Tertre de l'Infante" a laissé place, peu à peu, à celle de "Tertre de la République".



Non loin de ce tertre, se trouve le Prieuré, que va rendre célèbre, plus que les prieurs de St Solenne de Blois qui l'avaient possédé au XVIIIème S., celui qui va l'habiter à partir de 1851 : l'illusionniste Jean Eugène ROBERT-HOUDIN. Né à Blois en 1805, Robert-Houdin est en pleine gloire, après des tournées mémorables en Angleterre et en Allemagne, quand il vient s'installer à St-Gervais, où il reçoit de très nombreux visiteurs dans sa maison devenue, "l'Abbaye de l'Attrape".

En 1856, il avait entrepris en grand secret, avec la complicité du curé, l'Abbé RANC, d'installer une horloge électrique de son invention dans la tour du clocher. Mais les travaux de percement de l'ouverture destinée à recevoir le cadran ne purent passer inaperçus et provoquèrent un tel tollé que Robert-Houdin alla installer son horloge à l'Hôtel de Ville de Blois !

Cette affaire ne l'empêcha pas de devenir conseiller municipal de St-Gervais en 1860. Il mourut en 1871, ayant survécu de peu à son fils Eugène, tué à la bataille de Reischoffen.



Ce qui avait ému les gens, lors du percement du clocher, c'était la peur de le voir s'effondrer ! De fait notre église à cette époque, et depuis longtemps, menaçait ruine. Dépossédée de son patrimoine immobilier sous la Révolution puis à l'occasion de son rattachement à Blois, la Commune, depuis 1828, avait réussi, non sans peine, à se doter d'un cimetière, puis d'une modeste



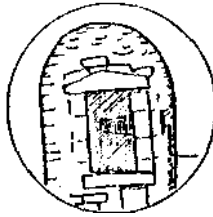
L'ÉGLISE de SAINT-GERVAIS VERS 1850

Gravure, d'après une aquarelle conservée au château
Illustrant le livre de l'abbé CHESNEAU : La paroisse de
Saint-Gervais sous l'ancien régime

maison d'école qui servait aussi de mairie. Après avoir logé le desservant de la paroisse en diverses maisons louées, elle avait fini par acquérir, en 1854, tout près de l'église (actuellement la maison n°4 rue Auguste-Michel) un presbytère. Pour l'église, on s'était contenté du minimum possible. Sous l'impulsion du jeune et dynamique abbé Victor COLIN, nommé curé de St-Gervais en 1863 (et qui y mourut en 1887, âgé seulement de cinquante ans) on entreprit donc enfin une restauration véritable et, en même temps, l'agrandissement de cet antique édifice.

Le devis des travaux à faire s'élevait à 18.000 Fr. environ. Commune, Fabrique paroissiale, souscription publique permettaient d'en payer la moitié. Avec l'appui de Bergevin, on demanda les 9.000 Fr. restant à l'État... qui en accorda 4.500, tandis que les premiers travaux révélèrent que certaines parties de l'édifice étaient en plus mauvais état que prévu. Et la foudre, en frappant le clocher au cours des travaux, provoqua de nouveaux dégâts !

Si bien qu'il fallut modérer ses ambitions et renoncer, par exemple, à refaire le carrelage, renoncer surtout à la pittoresque galerie qui avait jusqu'alors abrité l'entrée. La cérémonie solennelle de consécration de l'église de St-Gervais restaurée donna tout de même lieu à une belle fête, avec un grand concours de clergé, le 6 décembre 1868.



1870 fut une bien triste année. Dès le printemps une sécheresse exceptionnelle avait obligé le maire à demander à l'Administration forestière l'autorisation de ramasser des herbes sèches en forêt pour nourrir les bêtes. Puis la guerre était déclarée à la Prusse

Début décembre, les troupes françaises battues à Orléans. se replient par la rive gauche et repassent la Loire à Blois. Le samedi 10 à 6 heures du matin, elles font sauter une arche du pont Gabriel, dans le but de barrer la route à la neuvième Armée allemande qui marche sur Blois par Huisseau, Montlivault, St-Claude. A St-Gervais, c'est vers 2 heures de l'après-midi que l'abbé Colin, posté en guetteur dans le clocher, aperçoit les premières colonnes prussiennes venant de Vineuil. Et c'est l'invasion: tandis que l'État-major, avec à sa tête le Prince de Hesse, s'installe au château, 7.500 hommes occupent le village. De nombreuses maisons sont pillées, on vide les caves, on abat du bétail. Mais beaucoup d'habitants ont réussi à cacher leurs bêtes dans la forêt, et certain, malgré le froid très vif, y demeurent eux-mêmes dans des huttes de branchage.

Dans le bourg, les troupes prussiennes vont et viennent , celles qui partent sont bien vite remplacées par d'autres. Le 12 décembre, l'armée du Général Chanzy évacue Blois où entrent les Prussiens par la rive droite. Dès le 15, ils ont établi une passerelle sur l'arche rompue du pont.

Début janvier des Uhlans qui s'étaient aventurés en forêt de Russy sont attaqués par des francs-tireurs. Bientôt les Prussiens se replient en Vienne, d'où ils envoient des patrouilles pour faire,des réquisitions: St-Gervais doit fournir un sac de blé par jour.

Le 28 Janvier 1871, une colonne mobile du vingt-cinquième corps (10.000 hommes et 12 canons) fera, selon les termes mêmes de l'ordre du Général Pourcet "*une démonstration offensive sur Blois*".

Soutenue par une batterie placée au Point du Jour, l'attaque est lancée depuis la Patte d'Oie contre le retranchement prussien de la levée des Pingres. Simultanément une autre colonne investit Vienne par le quai, venant de Chailles. La position est enlevée à la nuit tombée et les Prussiens,après avoir passé la Loire, font sauter la passerelle du pont. Mais, à la même heure, était signé à Versailles l'armistice de la défaite.

En se repliant sur Cour Cheverny le lendemain l'armée française laisse une vingtaine de blessés au château,

tandis qu'en Vienne, comme à St-Gervais on enterre les soldats tués. Vingt-quatre d'entre eux ont toujours leur tombe dans notre cimetière.

Bientôt les Prussiens reviennent occuper le village. Le 12 février, le maire reçoit du Commandant de place Prussien le billet suivant : "*Monsieur le Maire de St-Gervais est invité à payer une contribution de guerre de 12.500 Fr., du présent mois le 15 avant midi. Si le village ne veut pas payer, il y aura lieu à une exécution le 16 du courant*". L'exigence est exorbitante pour un village d'aussi peu d'importance, occupé et soumis à des réquisitions depuis deux mois. Mais les Prussiens ne veulent rien entendre, et on devra faire un premier versement de 4.000 Fr., somme procurée par Bergevin (3.000 Fr.) et par neuf autres habitants de la commune.

La paix signée, les Prussiens partis avant qu'on ait eu à verser le reste de la contribution, la commune fait ses comptes et trouve que la guerre lui a coûté finalement 4.650 Fr. Aux Prussiens, en février, pour tenter d'échapper au paiement de ce qu'ils exigeaient, on avait présenté une estimation des dommages subis de : 208.420 Fr. !



Depuis plusieurs années l'Administration Académique pressait la commune de St-Gervais de créer une école de filles distincte de celle des garçon, comme il était de règle pour toute commune de plus de cinq cents habitants. Mais le Conseil Municipal s'y refusait, comme il se refusait à organiser à l'école un enseignement de la gymnastique "*considérant que les enfants en font assez soit dans leurs jeux, soit dans les petits travaux auxquels les emploient leurs parents*" (mai 1869). Toutefois, comme la femme de l'instituteur nouvellement recruté pouvait, elle aussi, enseigner, on finit, en 1872, par se mettre en règle sans trop de frais, en divisant par une cloison l'unique salle de classe.

Mais la Troisième République s'est peu à peu mise en place et le Ministre Jules Ferry entreprend de doter la France d'un enseignement primaire obligatoire, gratuit et laïque. Un voeu dans ce sens est d'ailleurs émis en mai 1878 par le Conseil Municipal de St-Gervais, qui, sans hâte excessive il est vrai, va même voter en décembre 1879, des centimes additionnels pour en permettre la réalisation. Enfin, on entreprend la construction d'un groupe scolaire.

Choix de l'emplacement, plans et devis (57.000 Fr.), demande d'aide de l'État, emprunt auprès de la Caisse des Écoles de 28.000 Fr. remboursable en trente ans.... et tout sera fin prêt pour le banquet d'inauguration du 28 septembre 1884.

St-Gervais a sa mairie, avec une école de garçons et une école de filles bien séparées l'une de l'autre. Désormais les choses ne changeront guère, en ce domaine, avant soixante dix ans. Sauf un détail cependant: les vacances scolaires n'étaient en ce temps-là que d'un mois, à prendre en juillet, août ou septembre. A St-Gervais on les prenait le plus tard possible, en septembre, voire du 15 septembre au 15 octobre. A cause des vendanges, bien sûr!

Car on travaillait la vigne comme jamais à St-Gervais, de même que l'on battait la crème. Une "Crèmerie Modèle" était alors florissante, installée dans les caves de l'ancienne auberge de la Croix Blanche.



Le 31 Janvier 1876 était mort Louis Catherine Bergevin, qui avait été le "*protecteur de la commune et l'âme de notre conseil*" (hommage rendu en séance le 3 Février 1876). Bien que Bergevin n'eût été membre du conseil municipal de St-Gervais qu'une dizaine d'années au

total (de 1855 à 1860, puis à partir de 1870), il est vrai que ce personnage riche et influent s'était toujours beaucoup intéressé à la vie de la commune. Le partage de ses propriétés entre ses héritiers, en 1882, fut pour le village un événement. Sa fille, la Marquise de FLERS, conserva la moitié des 274 ha que comptait alors cette "terre de St-Gervais", dont le château avec son parc (agrandi par l'achat du Prieuré, en 1871, après la mort de Robert-Houdin). L'autre moitié, notamment la ferme de l'Aubépin, fut vendue à de très nombreux petits acquéreurs, de St-Gervais et de Vineuil



Sans attendre d'avoir achevé la construction de sa mairie école, la commune de St-Gervais se donna, le 21 février 1881, un corps de sapeurs-pompiers. *"Trente hommes de vingt cinq à quarante ans, ayant presque tous été soldats"*, s'étaient fait inscrire sur la liste préparatoire. Pompe et accessoires coûtèrent 882 Fr. et l'habillement des hommes 450 Fr.

Dans les années qui suivirent, nos pompiers prirent part, en diverses localités du Département, à des concours de pompes. Ils eurent aussi fort à faire, aidés par les habitants accourus avec des seaux, la nuit de

Pâques 1893, lorsque fut ravagée par un incendie la grande maison appelée alors "le Parc" (n° 10 Rue des Landiers); On dit que le propriétaire accueillit fort mal, le lendemain, qui était jour d'assemblée à St-Gervais, les nombreux badauds venus voir la maison sinistrée (et qui fut reconstruite sans délai). Un an plus tôt exactement, les habitants de la commune avaient participé à la lutte contre un incendie en forêt de Russy avec un zèle qui leur avait valu les vifs remerciements du Préfet, formulés dans une lettre adressée au maire de St-Gervais.



Depuis l'ouverture de la ligne de chemin de fer d'Orléans à Tours et l'inauguration, en 1846, de la gare de Blois, divers projets de création de lignes secondaires avaient vu le jour, comme celui d'un entrepreneur blésois qui avait envisagé de relier le Chef-lieu à Romorantin, Selles, St Aignan, "*par plusieurs voies ferrées à traction de chevaux*". Il y eut d'ailleurs, avant les tramways électriques de Blois, un tramway à cheval reliant la gare à l'octroi de St-Gervais.



mais, dans les dernières années du XIX^{ème} S., les Gervasiens verront leur commune bien desservie par deux lignes de vrais trains à vapeur :

1° - celle de Lamotte-Beuvron, dont le premier arrêt, en quittant la gare de Vienne, était à la Conanderie avant de continuer sur Vineuil, le Chiteau, etc...

2° - Celle de Saint Aignan (ainsi que celle de Montrichard: ligne commune jusqu'à Cellettes) avec halte également à la barrière de la Conanderie et surtout à la gare du Point du Jour. Le dimanche, il y avait une halte supplémentaire, à la barrière de la Patte d'Oie, pour les promeneurs désireux de se rendre en forêt de Russy. *"Considérant qu'il arrive assez fréquemment que des voyageurs à destination de St-Gervais continuent leur voyage jusqu'à Blois"*, le maire avait demandé, mais en vain, en 1900, que la halte du Point du Jour fût dénommée halte de St-Gervais !

Il eut plus de succès, un peu plus tard, en demandant la pose d'une boîte aux lettres à cette même halte du Point du Jour. Celle-ci s'ajoutait à une autre, fixée depuis longtemps au mur de la Mairie et relevée deux fois par jour : le matin, quand le facteur rural arrivait dans la Commune, et le soir, quand il revenait de Mont.

Il fallut attendre l'année 1911 pour que l'Administration des PTT décidât de créer un bureau de receveur-facteur à St-Gervais.

Celui-ci fut ouvert le Mardi 5 Avril 1912 dans une maison louée, située près de la mairie (n°19 rue des Écoles).

La commune acheta ensuite la maison qui avait servi d'école de 1852 à 1884 (et revendue alors) et qui allait donc être la Poste de 1915 à 1978.



Tandis que le village était peu à peu gagné par le progrès, les vignerons de St-Gervais eurent à faire face, durant la dernière décennie du XIXème S., aux destructions provoquées par le phylloxera.

Selon le témoignage d'un ancien du pays mort dans un âge avancé en 1975, M. Alexandre Pinoteau, "*cela prenait par plaques, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre*". Et il se souvenait d'avoir, dans sa jeunesse, taillé des greffons pendant des mois entiers ces années-là. Il avait fallu, en effet, tout replanter - et jusqu'à deux ou trois fois en certains cas. Mais on réussit finalement à perpétuer, sur porte-greffes américains, les cépages traditionnels : gascon, gamay, cabernet pour le rouge, Romorantin pour le blanc.

Le débitant du Bon Vin Sans Eau (actuellement le Week end) qui tenait aussi le bureau de la régie, s'étant

vu menacé de révocation pour fraude en 1903, aussitôt le conseil municipal prit sa défense, "*considérant que la suppression du bureau de régie obligerait les habitants à se rendre dans l'une des communes voisines - à 3 km au moins - pour s'y faire délivrer les expéditions dont ils peuvent avoir besoin, et que leur imposer ces démarches serait presque les inciter à la fraude*"

Il y avait pourtant six autres débitants à St-Gervais : Madame Jallet, Madame Augé, Monsieur Bernard, Monsieur Duplecqy, Monsieur Martin, Monsieur Poiron. Mais aucun n'était aussi bien placé que "*le sieur Pasquier, qui se trouve au centre du bourg et à l'intersection des deux principales voies de communication de la commune*".



En 1908, il fut décidé que le banquet de la Sainte-Barbe serait servi à tour de rôle par tous les débitants.

St-Gervais comptait encore d'autres commerçants à cette époque, notamment un boucher. Et des boulangers livraient le pain à domicile. Le village, incontestablement, se modernisait ...

En Novembre 1909, la Société Régionale de Distribution Électrique du Centre obtint du Conseil municipal "*la concession pendant quarante années de la distribution d'énergie électrique dans la commune*". Un transformateur fut construit près de l'église: on en voit toujours les vestiges sur le sol.

A la suite de plaintes des habitants, le maire fut amené à prendre un arrêté, en Novembre 1910, "*pour régler la vitesse des automobiles dans la traversée du bourg*". Défense donc, "*sous peine de contravention*" de dépasser le 12 km à l'heure !



Mais c'était (et ce serait encore longtemps) à pied que chaque matin avant le lever du soleil, hiver comme été, des femmes du village poussaient leurs charrettes chargées de bidons de lait qu'elles allaient vendre dans les rues de Blois. Dure corvée quotidienne ! Plusieurs familles, d'ailleurs, n'étaient même pas propriétaires de la vache qui leur assurait ce maigre revenu

de la vente du lait. Elles nourrissaient "en bon" une vache prêtée par le marchand de bestiaux CHA-BAULT (qui fut maire de 1878 à 1907). Celui-ci prenait le veau une fois élevé et reprenait la vache, en échange d'une autre.

Les Gervasiens qui étaient propriétaires de leurs bêtes adhéraient à la "Sté de Secours Mutuels contre la mortalité des vaches", fondée dans la commune en 1870. Il y avait encore la "Mutuelle en nature de St-Gervais", la "Sté de Secours mutuels de l'Union" ou la "Sté de St. Vincent". Un peu mutuelle, un peu confrérie, cette dernière organisait aussi pour ses membres un banquet annuel et offrait, à la messe de St. Vincent, patron des vigneronns, le 22 Janvier, le pain béni marqué de la serpette.

Certaines laitières du village proposaient également à leurs clients de Blois de la crème, bien sûr, toujours aussi appréciée. Celle qui fut sans conteste la dernière crémière de St-Gervais, Madame Dequoy, morte en 1926, avait obtenu un second Prix à l'Exposition Universelle de 1900, décerné par le "*jury international des concours temporaires des produits de l'industrie laitière*".

Quand le lait avait reposé 24 H, en cave très fraîche, dans de grandes jattes de terre, la crème était recueillie puis fouettée à la fourchette. Elle était mise ensuite dans des petits pots en forme de tasses, en terre brune vernissée. Chaque pot était alors soigneusement couvert, soit d'une feuille de vigne en été, soit d'une feuille de platane séchée en hiver.

En 1897, au temps de l'abbé BRESSIEUX, une mission prêchée dans la paroisse s'acheva par l'érection solennelle de la croix qui se dresse à l'angle de la rue Bergevin et de la Rue du Château. Dans la maçonnerie du piédestal fut placée une bouteille cachetée contenant la liste de tous les participants.

Quelques années plus tard, peu avant sa mort, le même abbé Bressieux dut assister à "*l'inventaire des biens dépendants de La Fabrique paroissiale de St-Gervais*". Cela eut lieu le 23 février 1906, en application de la récente loi de séparation de l'Église et de l'État. Sur ce document minutieusement rempli et qui n'oublie ni la moindre pièce de lingerie, ni le moindre éteignoir, nos deux statues anciennes en bois de St.Gervais et de St.Vincent, qui étaient alors revêtues d'un enduit de couleur, sont inscrites comme "*statues peintes sur socle en plâtre*" et estimées 5 Fr. chacune, contre 25 Fr. pour un authentique plâtre de série représentant St. Joseph !

La loi de séparation provoqua la mise en vente, à Blois, d'une horloge provenant du couvent des Ursulines de la Rue du Bourg Neuf. Acquisée par le Docteur PETIAU (qui sera maire en 1919), restaurée par Monsieur Alexandre AUGÉ, elle fut offerte en 1908 à la commune pour être placée à la façade de l'église, où elle se trouve toujours.

Depuis 1906, la commune n'a plus à loger le desservant de la paroisse. Elle va donc lui louer la maison dans laquelle elle le logeait jusque-là gratuitement et qui continuera ainsi à servir de presbytère jusqu'en 1926. A cette époque, en effet, l'abbé CHESNEAU vient de s'installer dans la maison que possède Madame BIMBENET depuis 1897 et qu'elle a décidé de léguer au Diocèse pour en faire le presbytère de St-Gervais. Or cette maison n'est autre que le presbytère d'avant la Révolution, qui avait été confisqué et mis en vente par le Département en 1796.

Août 1914. Tandis que sonne le tocsin au clocher de St-Gervais comme à tous les clochers de France, et que dans les rues du village quelques hommes crient "à Berlin", les mobilisés se mettent en route sans tarder, encombrés de musettes. Ils gagnent qui la gare de Blois, qui la caserne où règne une activité fébrile. Nul n' imagine alors que cette guerre qui commençait allait être si longue et si meurtrière. Quand sonnera la fin des combats, le 11 Novembre 1918, vingt-deux hommes de St-Gervais auront été tués. On peut lire leurs noms sur la plaque de marbre apposée dans l'église en 1920, et sur le monument élevé à leur mémoire, et inauguré le dimanche 23 Novembre 1921.

Avant d'être transféré en 1973 dans le Square du 8 Mai

1945, ce monument se trouvait, non loin de là, à l'angle de la route et de la rue des Écoles. Comme celles de la croix de mission, les fondations de ce monument contiennent un flacon renfermant la liste des souscripteurs.



La guerre n'était pas terminée, quand notre commune, en août 1918, choisit de compléter son nom et de s'appeler Saint-Gervais-la-Forêt, ce qui la distinguerait désormais des dix-sept autres communes appelées aussi St-Gervais à travers la France.

En décembre 1919, le maire, approuvé par le conseil municipal "*en toute majorité*", décide la fermeture du "poste", ce local aménagé près de l'école en 1885 pour y garer la pompe à incendie et loger "*les voyageurs indigents*". "*La commune est située près de Blois, dit le maire, et près d'autres postes pouvant les abriter, et ne peut être considérée comme une étape. Tous ces trimardeurs sont de mauvais exemples de paresse, d'insubordination sociale et même un danger de santé et de morale pour les enfants de nos écoles*".

C'était aussi, pour ces derniers, un spectacle plein d'intérêt, malgré les mises en garde des parents, que celui de ces chemineaux faisant griller des harengs en plein air, presque à la porte de l'école. Leur disparition, en tout cas, n'empêcha pas, cette année scolaire-là, une épidémie de rougeole telle qu'il fallut renoncer, fin juillet, à la cérémonie de distribution des prix. On la remit à la rentrée, puis finalement on la fit coïncider avec la nouvelle fête nationale du 11 Novembre. Pour éviter les frais d'installation d'une estrade, on choisit de distribuer les prix dans la salle de la Société des fêtes nouvellement créée à St-Gervais.

Il s'agissait d'une grande baraque située non loin de la Croix de Villemêle. Quant à la Société des Fêtes, très active pendant plusieurs années, elle eut son heure de gloire avec la Fête du Terroir célébrée à Blois en septembre 1923. Pour faire escorte à la Reine du Village et à ses demoiselles d'honneur juchées sur le char de

St-Gervais, quelques joyeux costauds figuraient divers personnages: le maire, le tambour, le garde-champêtre... Ce dernier s'était d'ailleurs muni d'un bidon de pinot qu'il vida pendant le défilé....



Mais la fête de ces années d'après-guerre qui devait laisser le plus grand souvenir dans le pays (et au succès de laquelle contribua grandement M. Célestin RIVET fils, architecte, artiste, longtemps conseiller municipal) fut celle qui clôtura la mission prêchée dans la paroisse en 1930 et qui consista en un cortège à travers les rues du village décorées et fleuries, le dimanche 19 juin, jusqu'à la croix de mission. Les figurants de ce cortège, qui évoquait la vie du Christ, étaient principalement les enfants du catéchisme et ceux de l'école libre (la petite école de filles de la rue des Martinières, qui exista de 1880 à 1957). Deux mille personnes prirent part à la cérémonie.

"Les fêtes de ce genre sont trop rares, est-il écrit dans le compte-rendu d'un journaliste, pour ne pas être signalées, car elles demandent pour être réalisées l'unanimité des concours, l'empressement et le dévouement des populations.

A St-Gervais rien de cela n'a manqué, et ce petit village qui a, de longue date, la réputation de savoir bien faire les choses, s'est surpassé"

L'abbé Chesneau, qui présidait à ces fêtes, disait d'ailleurs l'année suivante, le 25 Octobre 1931, à l'occasion de la confirmation en même temps que de "*l'inauguration de l'électricité à l'église*" (qu'il venait de faire installer à ses frais, avec la bénédiction du Conseil Municipal) : "*la population ici, malgré toute son indifférence, aime sa petite église et tout ce qui peut contribuer à donner quelque éclat au culte et aux cérémonies* ".

On célébrait alors, dans la paroisse, avec un faste particulier, la St-Vincent, le 22 Janvier, et la fête de St-Jean devant la Porte Latine, le 6 Mai. M. Alexandre Augé, qui tint l'harmonium de l'église de 1896 jusqu'à sa mort en 1966, était alors au meilleur de sa forme, et la "Schola", comme on disait, comptait des voix remarquées

Ayant été vingt-huit ans curé de St-Gervais, l'abbé Chesneau mourut le 30 Septembre 1935 et fut enterré dans notre cimetière. Grand pêcheur à la ligne devant l'Éternel; brave homme à l'allure rustique, d'une simplicité bourrue non dépourvue d'humour, son souvenir reste vivace chez beaucoup d'anciens du pays. La lecture de ses livres et opuscules sur St-Gervais reste indispensable à qui veut connaître dans le détail le passé de notre village.



Après les belles années de ses débuts, notre corps de sapeurs-pompiers avait connu une certaine usure, au point même qu'en 1913, la municipalité affecta le montant d'une subvention accordée par la "*Société d'assurances mutuelles contre l'incendie*" aux "*Crédits imputés faute d'emploi, la commune ne possédant pas de Compagnie de Sapeurs-Pompiers*". Elle avait néanmoins, cette année-là, remplacé la vieille pompe hors d'usage par une pompe neuve.

L'entretien de cette pompe était alors assuré par des hommes désignés pour cela, et peu zélés, semble-t-il, puisqu'on en vint à ne leur verser l'indemnité prévue. Que s'ils avaient été effectivement présents à la manoeuvre. On ira même, en 1923, jusqu'à mettre au point un système d'amendes! En 1921 "*malgré l'affiche que le maire a fait apposer pour demander des hommes qui consentiraient à se charger de l'entretien de la pompe à incendie, personne ne s'est présenté*".

Il fallait réagir, et, en janvier 1926, fut créé, à nouveau, un "*corps de sapeurs-pompiers organisé en une subdivision de seize hommes*" qui jouiraient des avantages suivants: une indemnité de 2,50 Fr. par manoeuvre et

le banquet de la Ste-Barbe. Il était temps ! En novembre de la même année, un violent incendie survenu dans une maison appartenant à Monsieur de MONTRICHARD, nécessita toute une nuit de lutte pour en venir à bout et coûta au propriétaire 96 Fr. en casse-croûte et boissons servis aux hommes durant l'action.



L'éclairage électrique de quelques rues du bourg avait été réalisé en 1924, mais l'instituteur dut attendre 1933 pour qu'on installât l'électricité dans toutes les pièces de son logement. Dans les débuts, la municipalité n'avait équipé d'une ampoule que sa cuisine, en raison des travaux d'écriture qu'il était amené à y faire le soir comme secrétaire de mairie.

En 1933 également, ayant dénoncé le contrat passé quelques années auparavant avec les Pompes Funèbres de Blois, la municipalité passe commande aux charrons de St-Gervais, Messieurs VONAIT et SOUCHET, du corbillard qui a été en service jusqu'en 1970.

Le chemin appelé la Rue Haute dans la liste de 1832 (actuellement rue du Val Fleuri), plus connu sous le nom de tertre à Pilate, était un raidillon fort inconmode. La commune l'élargit et en rectifia le tracé en

1932 et 1933. Une partie des fonds nécessaires à cette réfection lui fut avancée par Camille Chautemps, membre de nombreux gouvernements de la III^e République et même Président du Conseil , mais aussi propriétaire, en rive de ce chemin, de la "Haute Maison" (détruite depuis, en 1953, par un incendie).

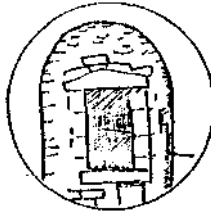
En 1934 firent leur dernier voyage les tramways à vapeur. La ligne est désaffectée, des autocars remplacent les bons vieux petits trains



A cette époque, St-Gervais comptait un peu plus de 600 habitants : 660 exactement au recensement de 1936. La commune se lança alors dans la création d'un réseau d'eau potable.

Les études préliminaires sont entreprises en 1937, le financement trouvé (comprenant, entre autres, un emprunt de 73.000 Fr. souscrit auprès de la population sous forme de cent quarante-six obligations de 500 Fr. chacune), le forage est pratiquement terminé en 1939... mais tout sera considérablement compliqué, ralenti, voire même longtemps arrêté par la guerre. Il faut attendre 1954 pour que l'eau coule enfin aux robinets, rendant inutiles les corvées quotidiennes aux vieux puits creusés profond dans le sol du plateau et, pour

nombre de femmes du village, la lessive dans le Cosson, soit près du pont de fer, au gué des crémières (dit aussi le gué à Norine), soit en aval du pont de la route nationale (où se trouvait même un lavoir couvert, tombé en ruine bien avant 1940). Fini aussi le parcimonieux arrosage des salades assoiffées avec l'eau de pluie précieusement recueillie dans des citernes.



Mais avant d'en arriver à ce progrès décisif, il y avait à traverser la triste période de la guerre et de l'occupation. La population de Blois avait pris massivement le chemin de l'exode le 15 Juin 1940, après un premier bombardement aérien survenu dans la nuit - bientôt suivi de plusieurs autres qui allaient provoquer les incendies et les terribles destructions du centre de la ville. Le 18, les Allemands étaient à St-Gervais

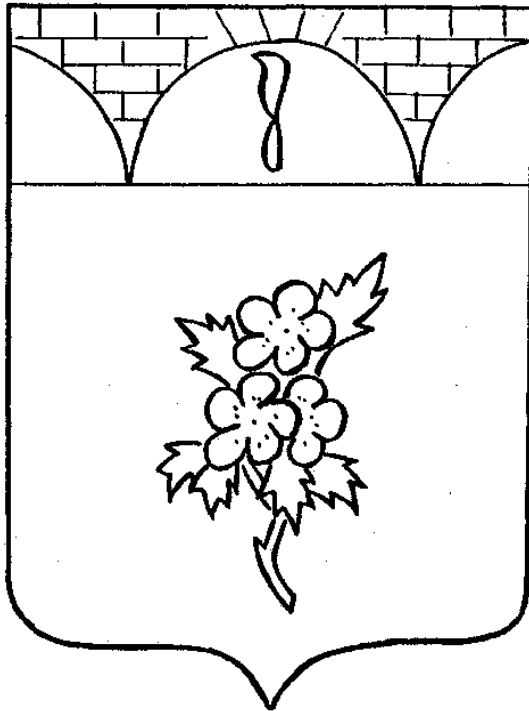
Nous n'évoquerons pas les heures difficiles et parfois tragiques que vécut notre village jusqu'au jour de sa libération le 1er septembre 1944. Qu'il suffise de rappeler les noms de Paul BERTHEREAU, de Gérard DU-BOIS, du jeune Auguste MICHEL ... 1940, en effet, peut être considéré comme une date limite au-delà de

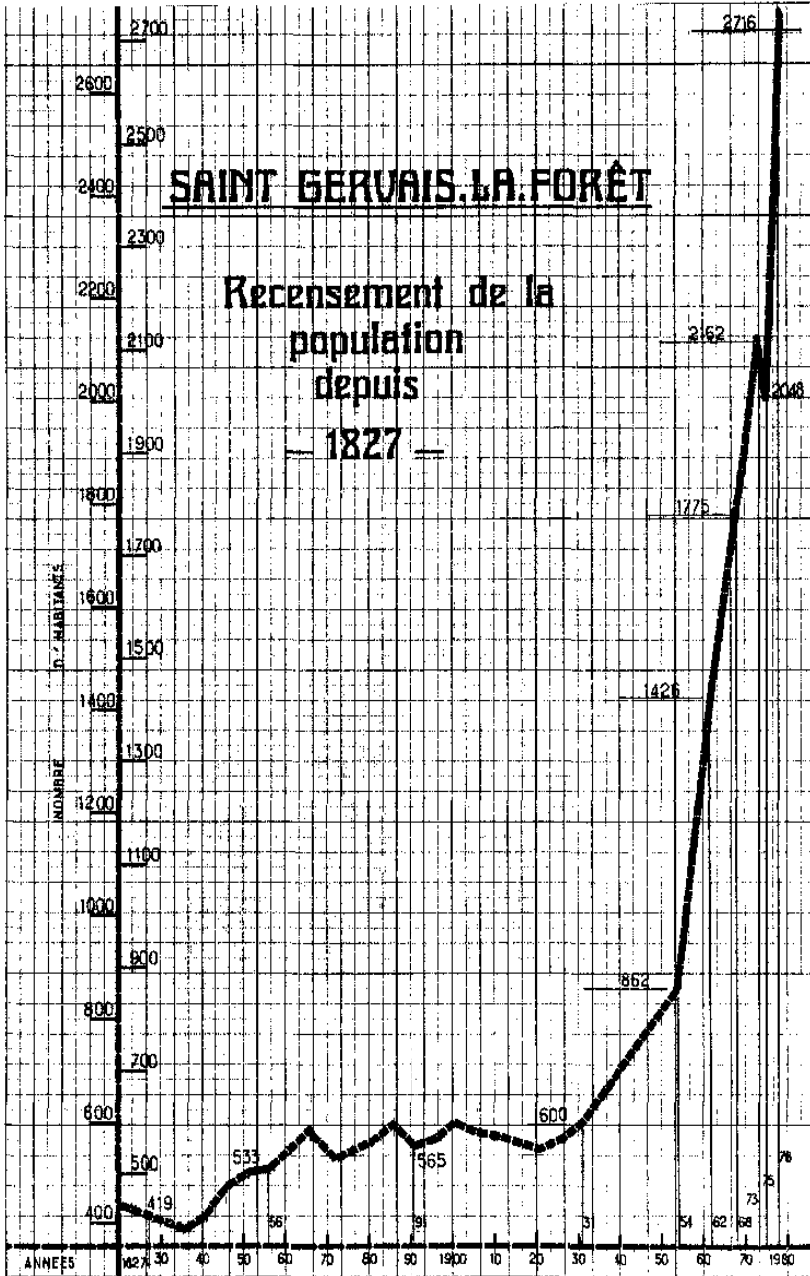
laquelle tout allait changer très vite à St-Gervais et transformer en peu d'années ce petit bourg rural en commune suburbaine où la construction va bon train, vignes et cultures cédant la place aux lotissements. La population a augmenté de cent unités entre 1936 et 1946, elle est de 862 en 1952, quand est mis en service le château d'eau de 120 m³. En 1968 elle atteint 1775; un second château d'eau, de 700 m³, est alors rendu nécessaire. Dans le même temps, le nombre de personnes vivant de l'agriculture s'est réduit à presque rien: 112 encore en 1962, 30 en 1968.



Avec ces chiffres, nous voici entrés dans le St-Gervais d'aujourd'hui, très différent, à coup sûr, du village d'autrefois, mais héritier cependant de ce village, et qui saura, espérons-le, rester fidèle à l'héritage qu'il en a reçu, si modeste qu'il soit. C'est, en tout cas, ce que veut signifier le blason adopté par la Commune depuis quelques années : dressée sur champ de gueules (=rouge) au centre de l'écu, la branche d'aubépine en fleur évoque l'antique fief de l'Aubépin en même temps

qu'elle peut symboliser ce petit pays qui a son charme aussi bien que ses piquants, à l'occasion! Au sommet de l'écu, en or sur champ d'azur, la serpette des vigneronns et les voûtes des caves où se faisait la crème immortalisent le labeur des générations de paysans qui ont mis en valeur ce coin de terre, entre le Val et la Forêt, appelé SAINT-GERVAIS.





**PATRONYMES RELEVES SUR LA LISTE DES DONATEURS
DE 1832 (SOUSCRIPTION POUR LE CIMETIERE)**

BEAUVOIR	JOUANNEAU
BELIN	JOUANNET
BERGEVIN	JOUANNET-FOUILLOUX
BOUQUIN	JOUANNET-DARD
CHE ROUTE	LABORNE
CHOUARD	LECOMTE
COLLIN	LEMOINE
CRE ICHE	LENCLOS
DARD	LIEMARD
DE HARGNE	MAUGUIN
DELAGRANGE	MENARD
DESOUCHES	MENAUT
DUFOIX	MESTIVIER
DU VEAU	MICHELIN-GUILLON
FESNEAU	MOREAU
FOUILLOUX	NAY
FOY	PILLEBOUE
GAUDON	PINAULT
GERVAIS	POICTEVIN-MATHAGON
GRIAS	RENOU
GUERRY	RIBRIOUX
GUERTIN	SABARD
GUIGNARD	THAUVIN
GUILLON	THAUVIN-FOUILLOUX
HANNOT	TOUCHAIN
HANNOT-FOUILLOUX	VIGNEAU
HENRIOU	VOSDEY

LES CURES DE ST-GERVAIS DEPUIS 1825

1825 - GARAPIN
1828 - PIGE
1829 - HOGON
1830 - AMYOT
1833 - DELORME
1834 - MERCIER
1840 - MONSABRE
1841 - LEGENDRE
1843 - HALLE
1852 - RANC
1856 - FAURE
1861 - GALICHET
1863 - COLIN
1887 - GAVEAU
1894 - BRESSIEUX
1907 - CHESNEAU
1935 - DORE
1938 - CHASSEBLED
1952 - RONCIN
1965 - HEAU

Le plus ancien curé de St-Gervais dont le nom nous soit parvenu s'appelait MARTIN: c'était en 1279.

Ensuite on a la liste complète des curés de la paroisse de 1500 à 1794 : on en compte 23.

LES MAIRES DE ST GERVAIS DEPUIS 1828

1828 - VOSDEY

1830 - TOUCHAIN

1848 - GIRARD

1848 - DEFROMONT de MIEUSSE

1851 - GIRARD

1860 - BOUCHER Louis

1870 - CHABAULT Père

1871 - DUSSERRE

1872 - DE RUE

1873 - DEROUET

1875 - BOUCHER Antoine

1878 - CHABAULT

1908 - RIVET

1919 - PETIAU

1925 - COUETTE

1926 - BLANCHET

1930 - du BRETON

1939 - SEGOUIN

1965 - JEULIN

1971 - LARCADE

Liste des enfants de SAINT-GERVAIS morts pour la France pendant la guerre de 1914-1918, telle qu'on peut la lire sur le monument érigé à leur mémoire en 1921.

BAILLY Bernard	PAPIN Alphonse
BOUQUIN Gaston	PEZY André
BOUQUIN Joseph	PUISSEGUR Georges
CHARON René	RATY René
DELABESSE Charles	ROBERT Camille
FOISSY Georges	SABOURET Marcel
FOUILLOUX René	SABOURET Maurice
GOUSSAULT Émile	VONAIT Georges
GUYMARD Jean	MARCHAND Germain
JOUANNEAU André	LEMERLE Sylvain
MORLET Émile	COSSE Henri

Sur la plaque apposée dans l'église dès 1920, la liste comprend en plus les noms suivants :

Édouard	FARGEAU
Eugène	GOUSSAULT
René	JOUANNEAU
Armand	LOYAU
Pierre	QUENIOT
Robert	TABAREAU

Bien que membres de familles de St-Gervais, mais n'étant pas alors, pour diverses raisons, considérés comme habitants de la Commune, ces derniers n'ont pas été inclus dans la liste du monument officiel.